Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

BFE 2020 – Atelier Afrique de l'Est

Samuel Ménard
Adjoint au chef du service économique régional de Nairobi
Conseiller Financier Afrique de l'Est et Océan Indien

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

0,4% des richesses

Un PIB de 344 Mds USD (2018)

- EAC : 190 Mds USD
- Corne de l'Afrique : 124 Mds USD
- Océan Indien : 30 Mds USD

5 pays (parmi) les plus pauvres du monde :

- Burundi, Somalie, Soudan du Sud, Erythrée, Madagascar, à moins de 500 USD/an par habitant ;

Qui portent à 9 la liste des pays à faibles revenus :

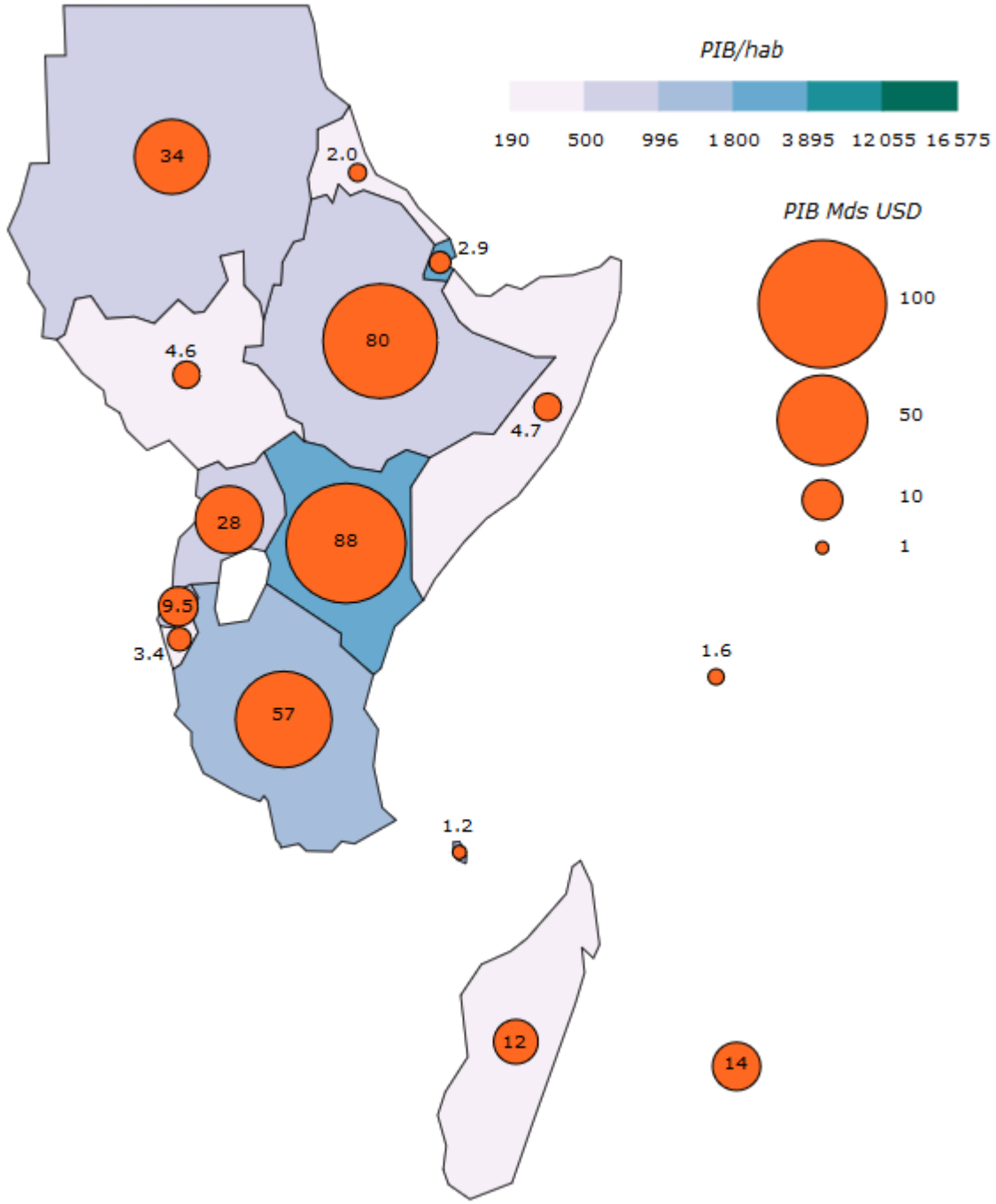
- Ouganda, Soudan, Rwanda, Ethiopie (< 996 USD) ;

4 se classent maintenant dans les pays à revenus intermédiaires (PRITI < 3895) :

- Tanzanie* (new), Comores (new), Kenya et Djibouti

Et 2 destinations balnéaires qui sortent du lot :

- Maurice (PRITS 11K) et les Seychelles (PRE 17K)



Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

5% des habitants de la planète

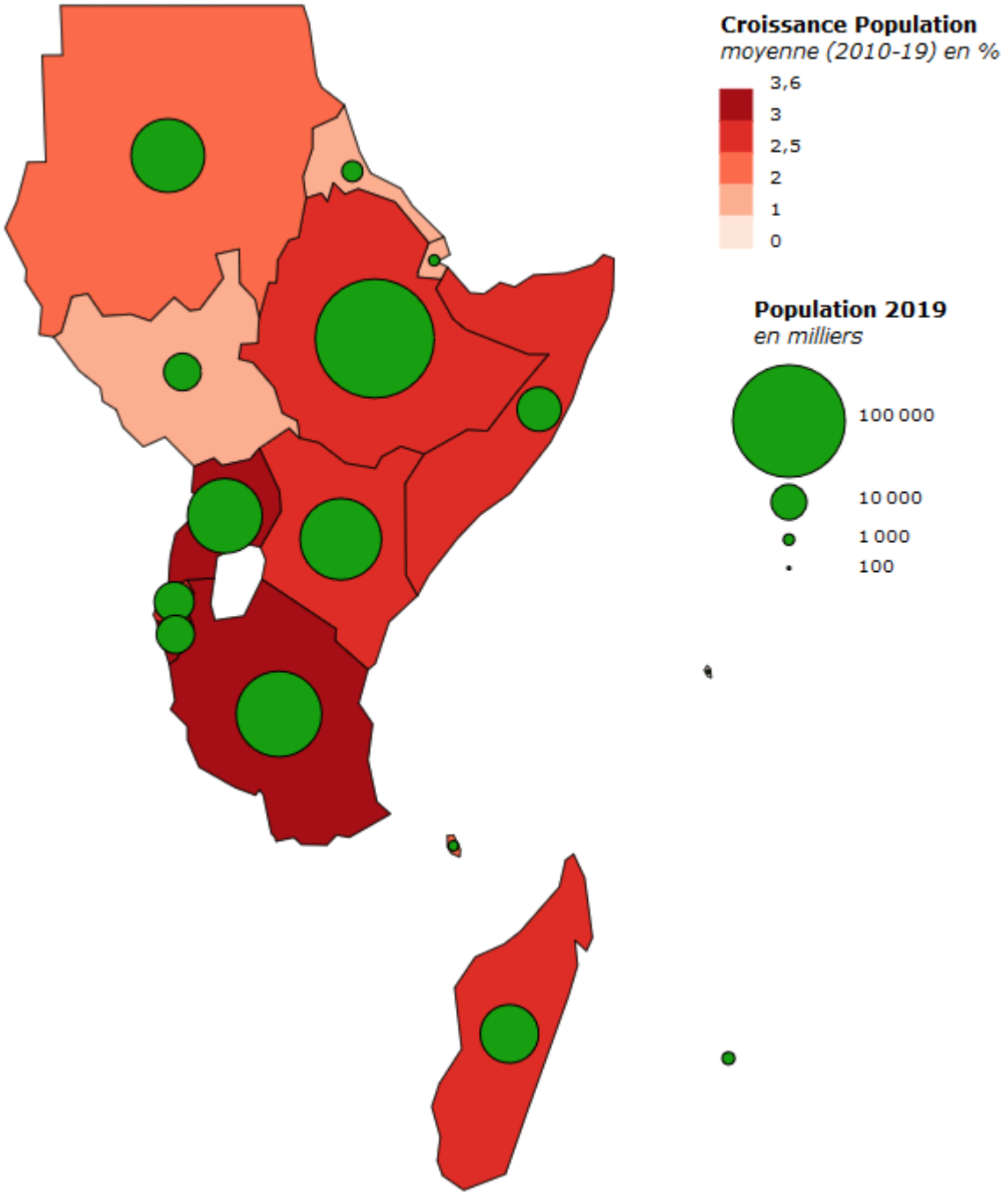
Une population de 394 millions d'habitants (2019)

- EAC : 190 millions
- Corne de l'Afrique : 175 millions
- Océan Indien : 29 millions

Des taux de croissances démographique parmi les plus élevés au monde :

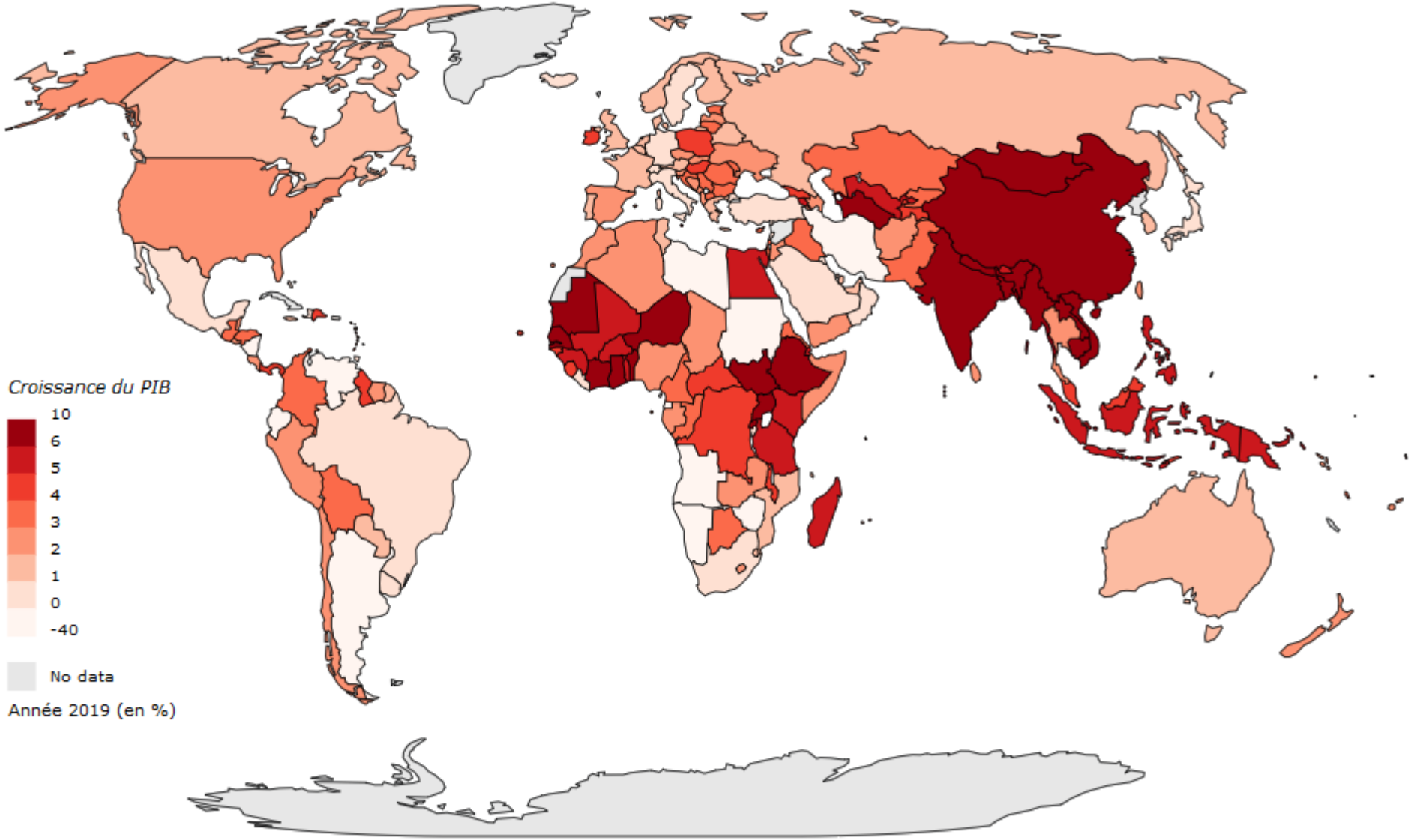
- 2,8% contre 1,2% à l'échelle mondiale ;
- Allant de 0,2% (Maurice) à 3,5% (Ouganda);

- Atteindrait 1 Mds en 2070, soit 10% de la population mondiale projetée (contre 5% actuellement)

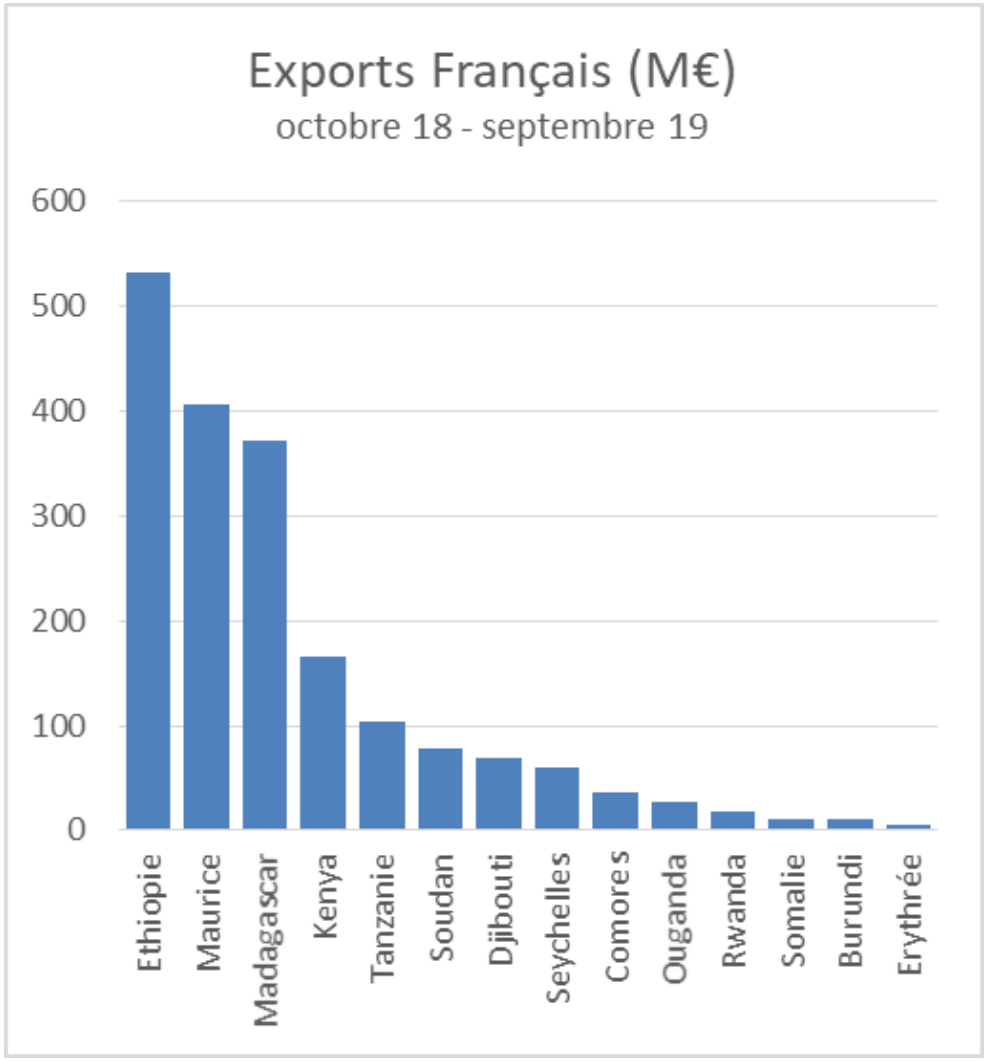


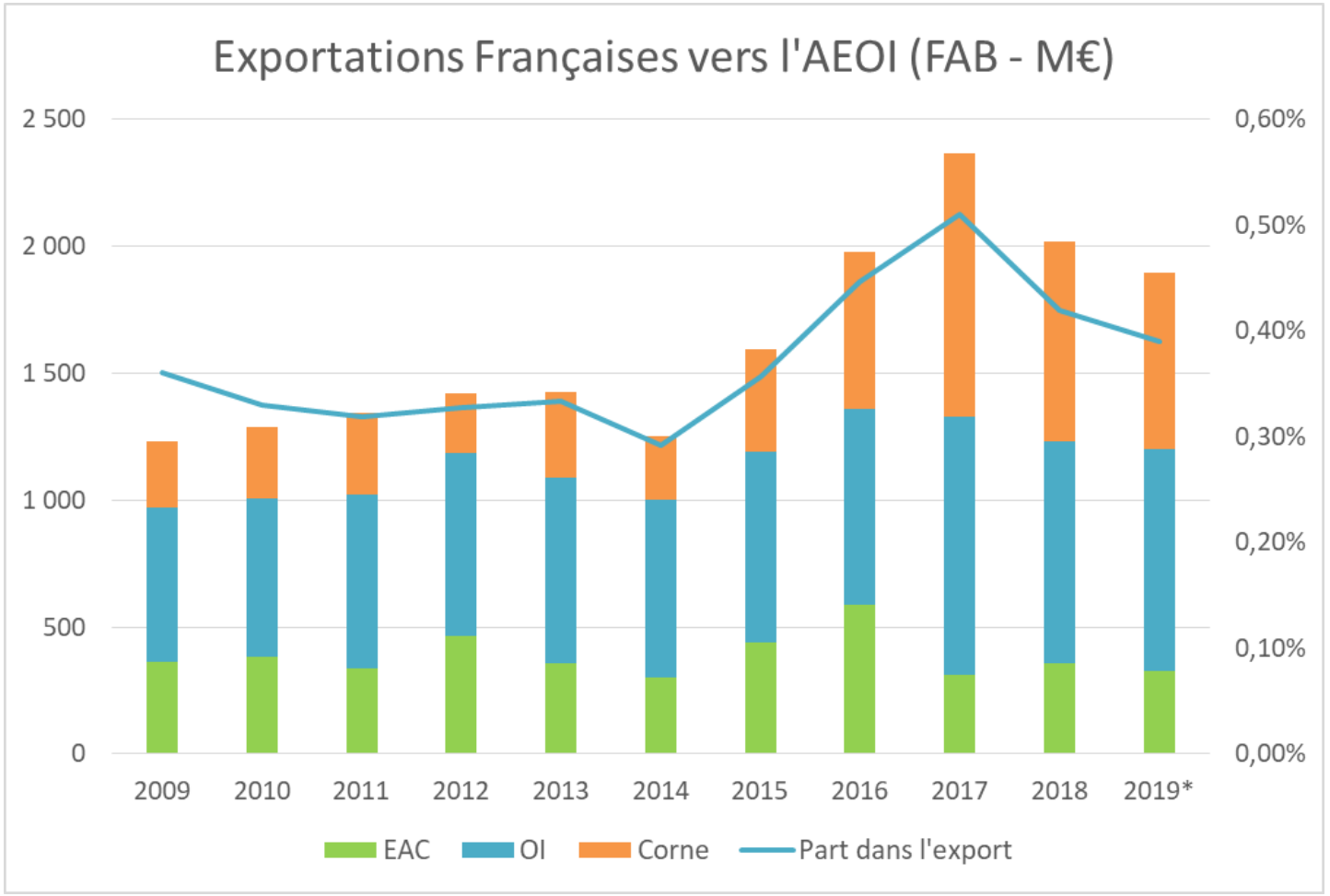
Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

L'une des zone les plus dynamique de la planète…



Echanges commerciaux avec la France - exports

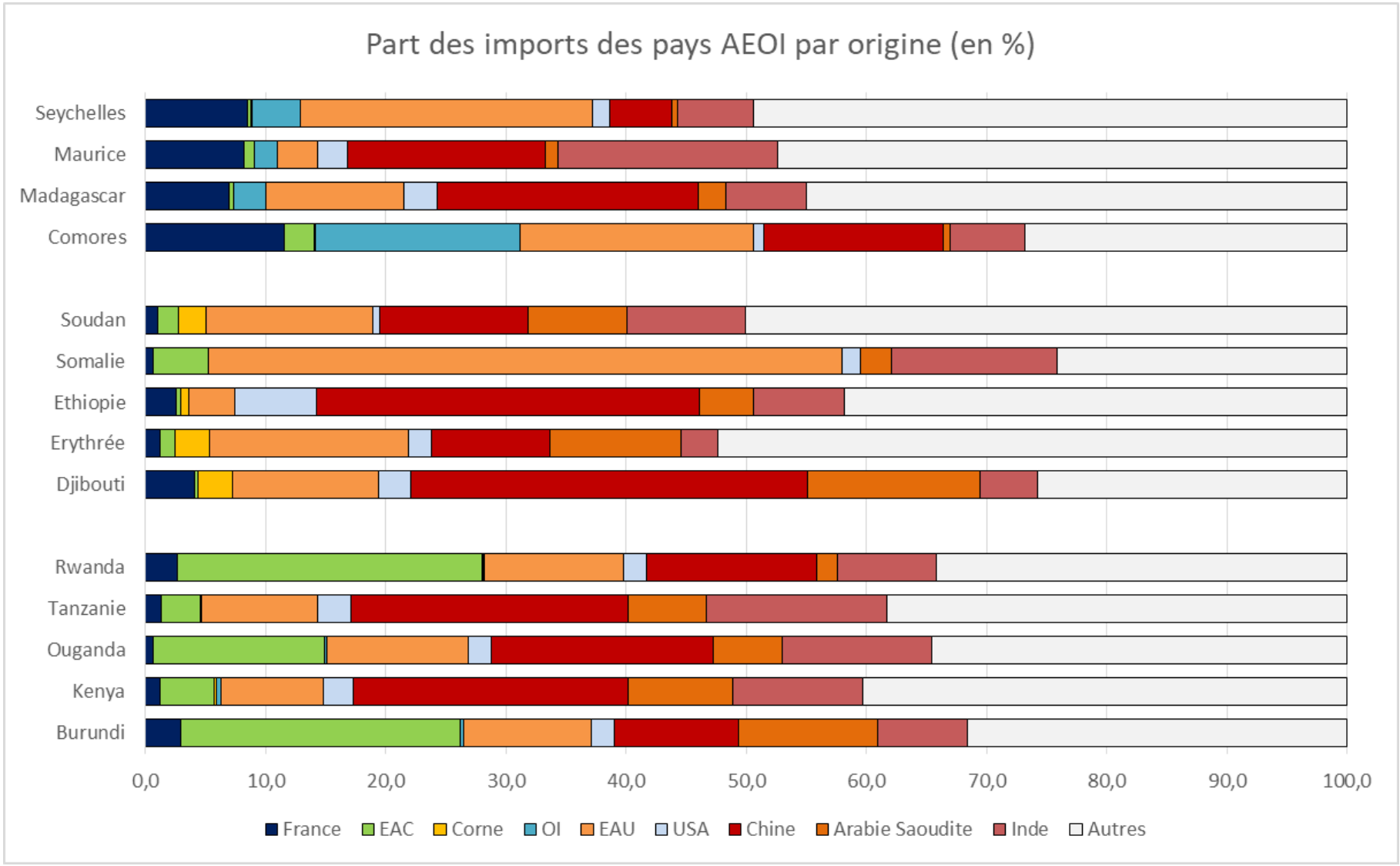




Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

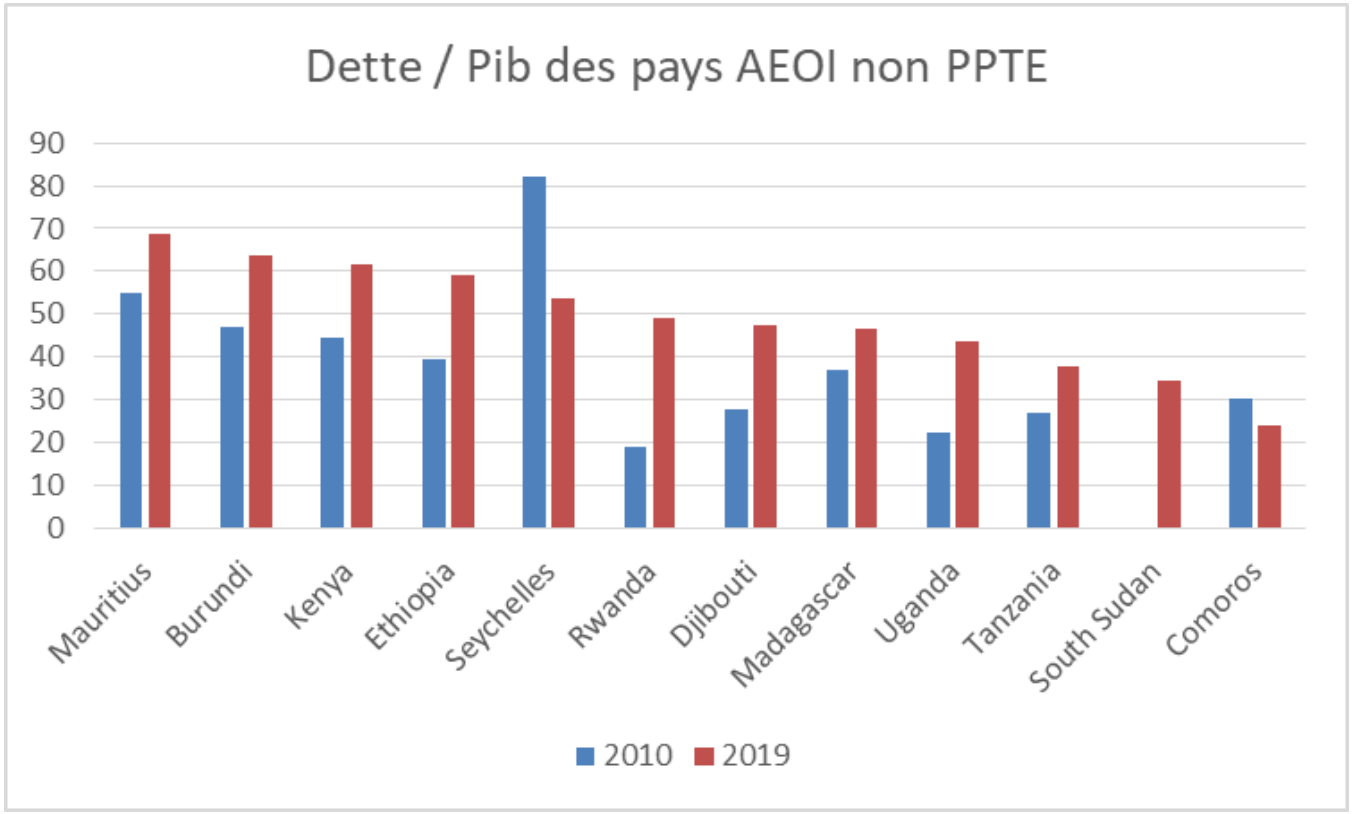
et vu des pays de l'AEOI… - Imports

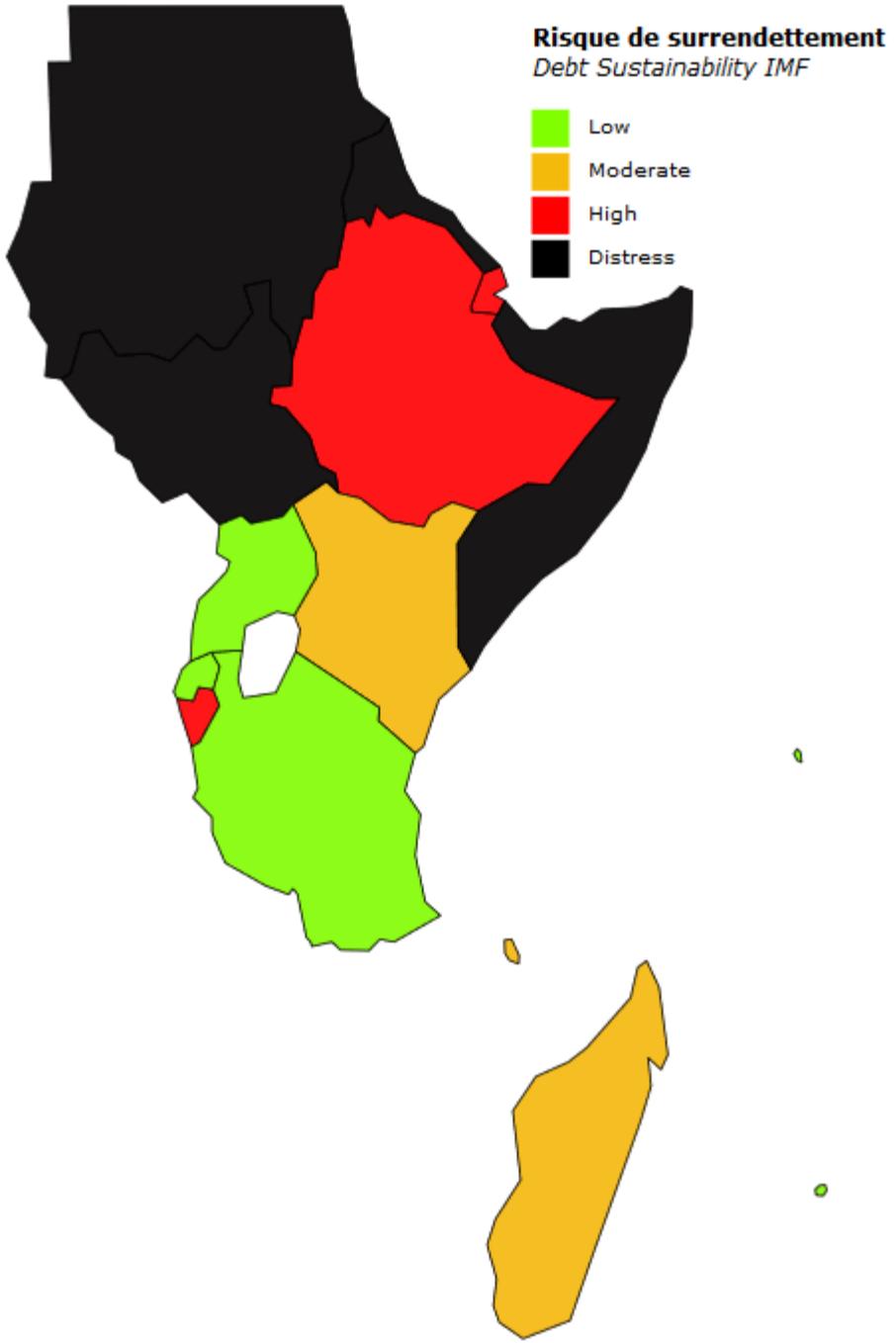
- L'AEOI est fournie massivement par 3 pays :
  - Chine (16 Mds)
  - Inde (8 Mds)
  - EAU (7 Mds)
- La France est le 4ème fournisseur pour l'OI, négligeable pour les autres.
- Seule l'EAC compte son marché régional comme fournisseur significatif, après le même podium.



Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

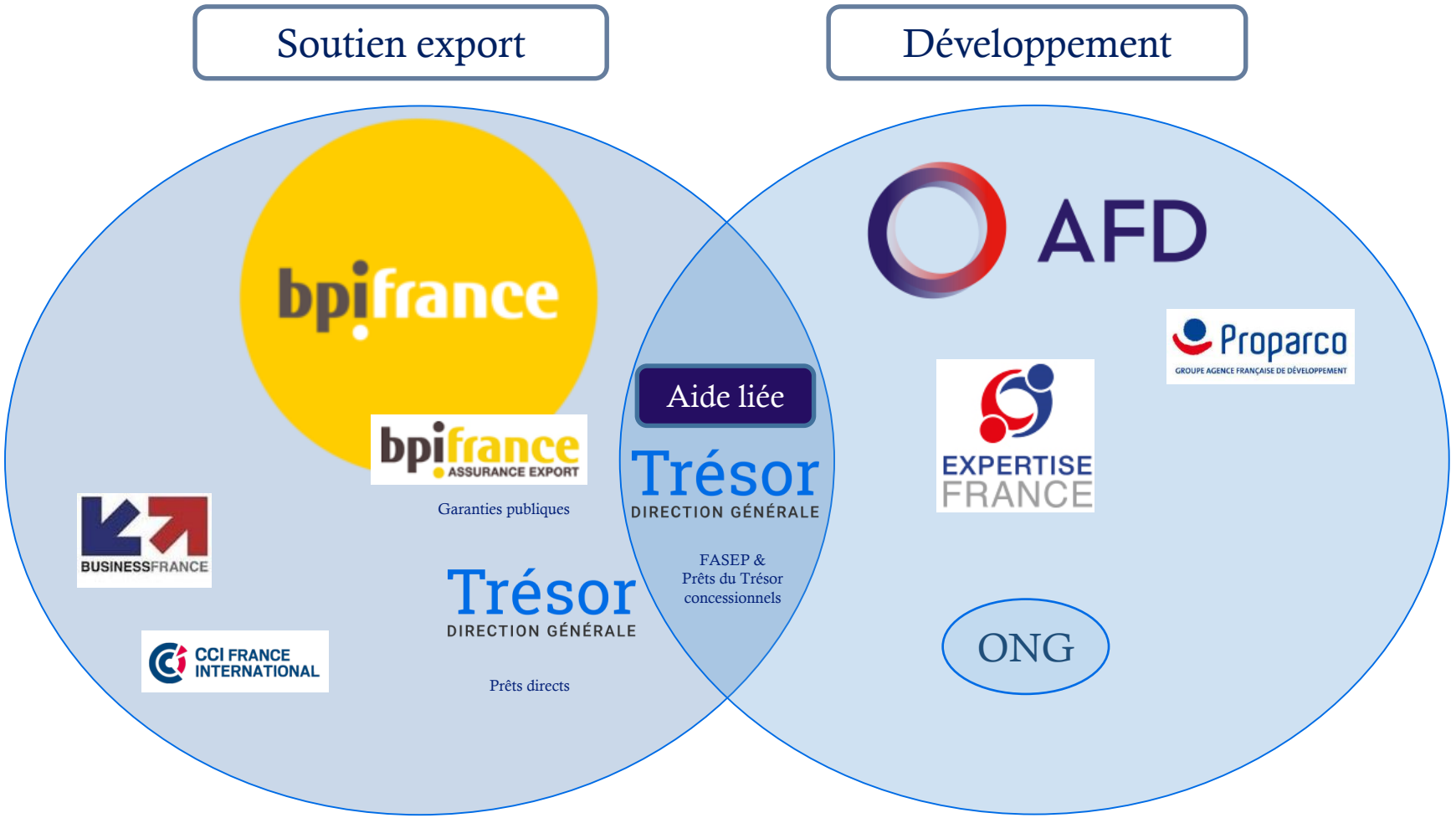
Surveillance des finances publiques





Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Les acteurs français du soutien aux entreprises à l'international



Les financements directs à l'export

- Des instruments de soutien à l'export pour les entreprises françaises réalisant des projets à l'international
- Des outils souverains au bénéfice d'acteurs publics
- Une instruction menée en direct par la Direction générale du Trésor

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Les financements directs à l'export

Vous vous positionnez
en amont d'un projet

Au stade de la réalisation du projet

Le FASEP études
Finance vos études techniques

Le FASEP innovation verte
Finance votre démonstrateur de technologies vertes et innovantes

Le Prêt concessionnel
Finance des projets d'infrastructures ou de services non rentables

Le Prêt direct
Finance vos projets à l'export

Le FASEP

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Le FASEP

- **Quoi?** **Don ou avance remboursable** pour amorcer des projets menés par des entreprises françaises
- **Quel montant?** De 100 000 € à 800 000 €
- **Qui est éligible ?** Toutes les entreprises – en priorité startups, PME
- **2 types** FASEP études – FASEP innovation verte

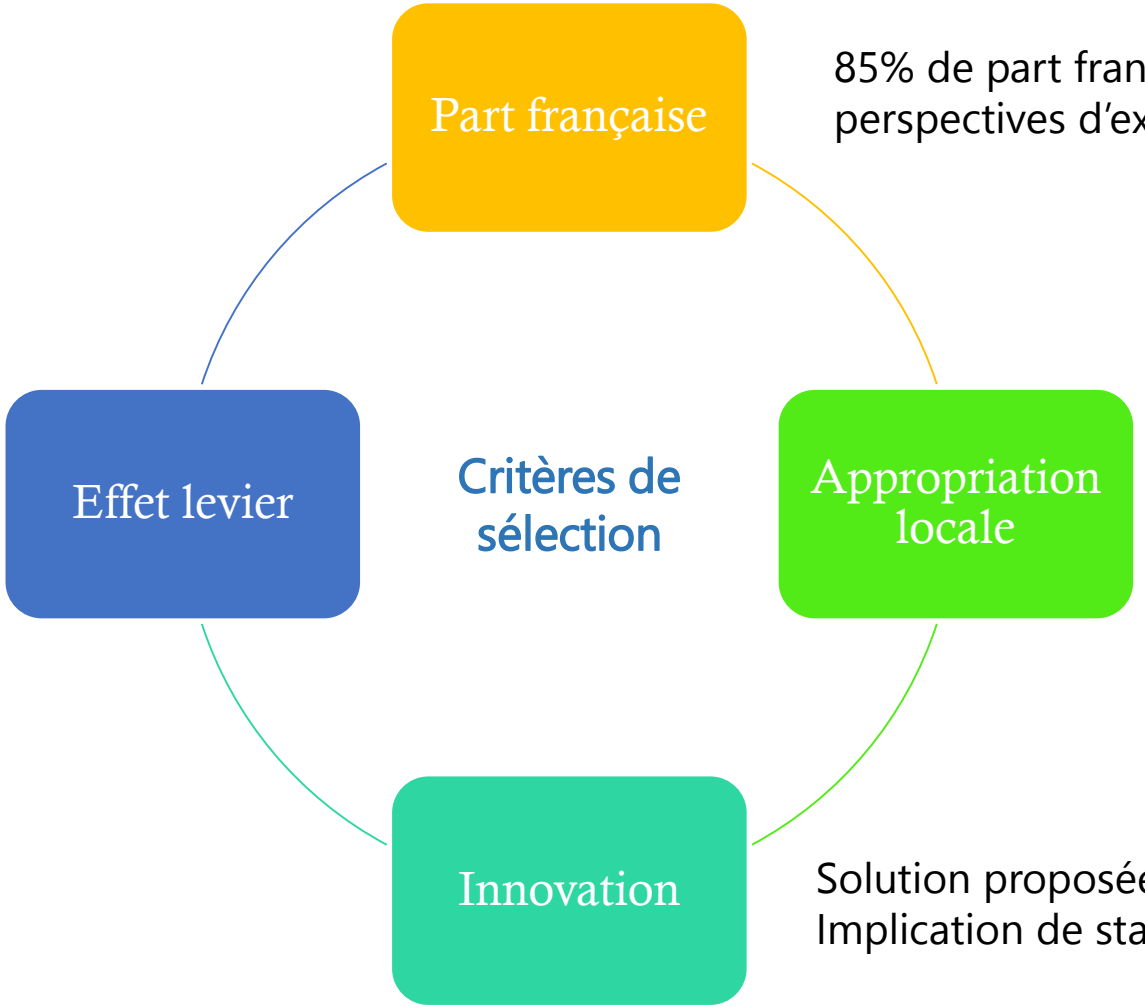
Le FASEP Etudes

- Finance votre **étude de faisabilité**
- **Objectif** : Faire émerger un projet à forte composante française
- Intervient **au plus proche** de la réalisation du projet

Le FASEP innovation verte

- Finance votre **démonstrateur** pour convaincre le bénéficiaire de la pertinence de votre technologie
- Objectif : Acquérir une première référence à l'export et déployer la technologie à grande échelle
- La technologie doit être suffisamment mature (pas de R&D), sans avoir atteint un stade d'industrialisation

Le FASEP



85% de part française
perspectives d'exportations françaises

Intérêt du bénéficiaire
Capacité à prendre en main la solution

Solution proposée innovante
Implication de startups/PME

Probabilité de réalisation du projet
Intérêt des bailleurs

Les FASEP en Afrique de l'est

Kenya (réalisé) : réalisation d'un démonstrateur photovoltaïque et d'un centre d'excellence technique et de formation professionnelle dans l'université Kenyatta. UrbaSolar, Université de la Réunion, CEA-LITEN

Kenya (réalisé): réalisation d'un laboratoire de caractérisation des déchets destinée aux digesteurs biogaz et étude détaillée de quatre rations type pour le compte du KIRDI.

Kenya (en cours): réalisation d'un démonstrateur de détection des fuites dans le réseau AEP de Kisumu.

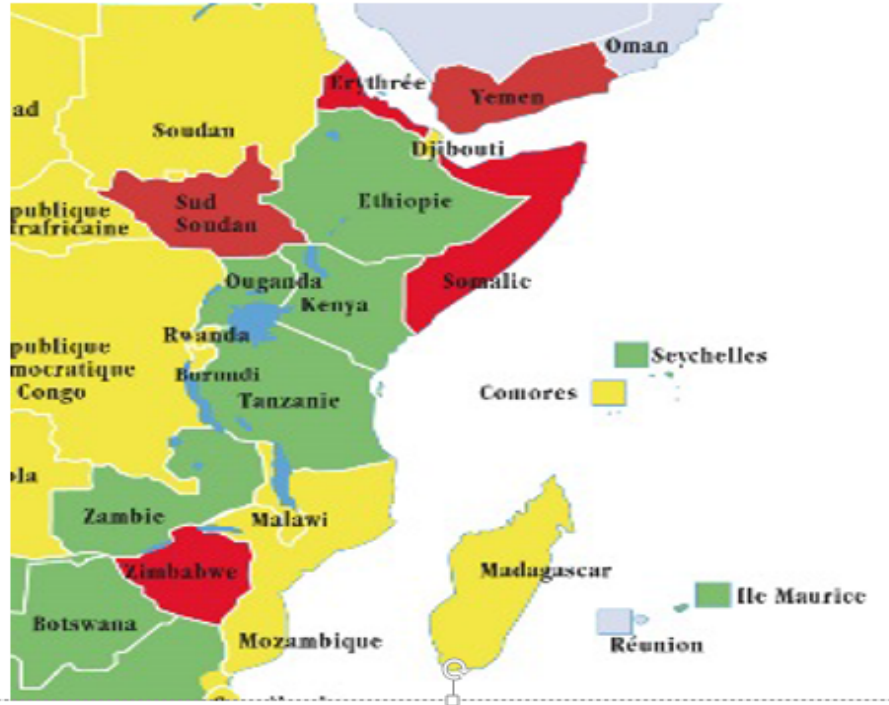
Kenya (en cours): réalisation des études de caractérisation du projet de réhabilitation de la ligne 4 du commuter de Nairobi.

Djibouti (réalisé): étude de faisabilité d'un programme de réduction des pertes physiques et commerciales de la régie des eaux de Djibouti. Artelia, Vinci.

Maurice (réalisé): étude de faisabilité portant sur la construction d'une station d'épuration. Artelia

Seychelles (en cours): démonstrateur de valorisation thermique destiné à produire du froid à partir de la chaleur perdue par une centrale thermique. Atoll Energy / Eiffage.

Ouganda (en cours): suivi quantitatif des ressources en eau de surface par l'altimétrie spatiale. BRLi



Kenya (à l'étude): étude de faisabilité sur la réalisation d'un projet pilote d'agriculture de conservation à Samburu (pommes de terre, arbres fruitiers).

Appel à projets Ville Durable:

Kenya : construction durable (Cleia), gestion du trafic routier, smart metering,

Ouganda: motos électriques, jardins de pluies, etc.

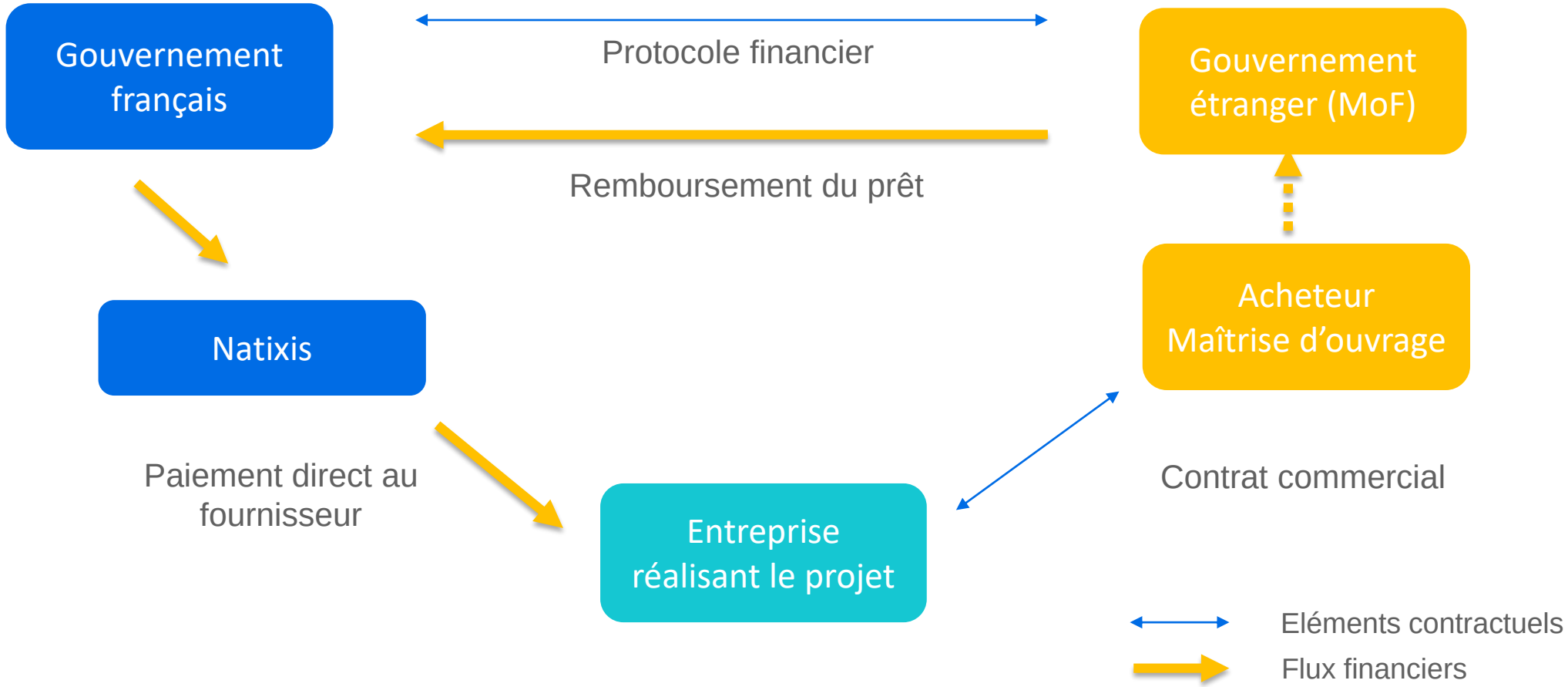
Le Prêt du Trésor

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Le Prêt du Trésor

- **Quoi ?** Un prêt entre l'Etat français et un Etat étranger
  Le bénéficiaire est un acteur public avec garantie de l'Etat
- **Quel montant ?** Entre 5 M€ et 70 M€
- **Qui est éligible ?** Tous types d'entreprises
- **Quelles conditions ?** Défaillance du marché bancaire
  Forte concurrence étrangère
- **2 types de prêts** Prêt du Trésor concessionnel – Prêt Direct

Le Prêt du Trésor



Le prêt concessionnel

- Finance des projets de développement non rentables
- Condition de part française : **70% min de valeur ajoutée en France**
- Des conditions financières très avantageuses :
  - 35% d'élément-don (Arrangement OCDE)
  - Conditions financières pour 2019 : prêt à 30 ans ; 10 ans de période de grâce ; taux de 0,08% (taux d'actualisation différencié)

Le prêt Direct

- Un outil de soutien à l'export (sortie du cadre de l'aide au développement)
- Finance des projets dans la limite de **85% du montant du contrat**
- Condition de part française : **50 % min de valeur ajoutée en France**
- Des conditions financières avantageuses :
  - Prêt au TICR (taux fixé par l'OCDE à partir des taux de marché) + prime de risque-pays + commission d'engagement

Les prêts du Trésor en Afrique de l'est

Secteurs prioritaires

Infrastructures de transport et mobilités urbaines

Eau et assainissement

Energie électrique: génération renouvelable, transport et distribution, efficacité énergétique

Information géographique, gestion des espaces et des ressources, observation de la terre, SIG

Santé : équipements hospitaliers

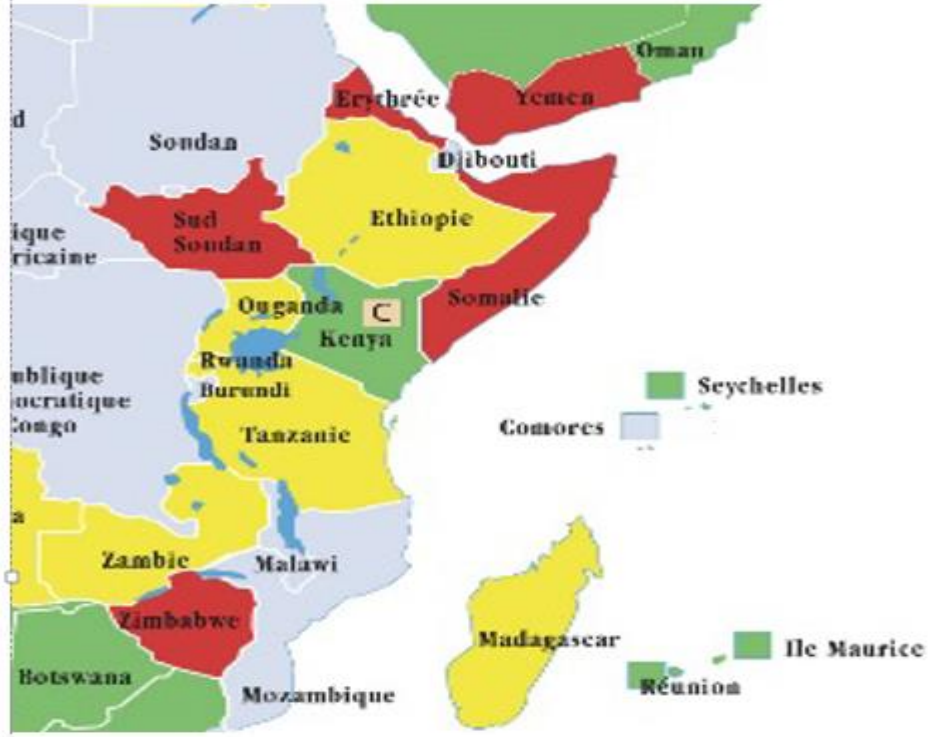
Climat et environnement: météorologie, mesure de la pollution, etc.

En Afrique de l'est

Kenya (en cours): barrage et station de production d'eau potable de Ruiru II. Cofinancement. Vinci-Egis-Saint-Gobain. (PCT).

Kenya (attribué): Réhabilitation de l'hôpital de la mère et de l'enfant d'Eldoret. (PCT). FSE - AP-HP.

Kenya (attribué): Connexion au réseau du site géothermique de Menengai - (PDT). GE - Alstom Grid.



Kenya (à l'étude): financement de la phase 1 de la réhabilitation et extension de la ligne 4 du commuter (PCT et PDT).

Kenya (à l'étude): renforcement de la sécurité de l'espace maritime kenyan (PDT)

Ouganda (à l'étude): sécurisation des lacs frontières avec la RDC (PDT)

Les + des outils du Trésor

Instruction souple et rapide

- ✓ A l'initiative de l'entreprise
- ✓ 3 mois pour le FASEP
- ✓ 6 mois pour le prêt

Accompagnement renforcé

- ✓ Portage politique
- ✓ Partout dans le monde, les agents des services économiques engagés pour l'accompagnement des entreprises et le suivi des projets

Conditions financières avantageuses

- ✓ Subvention pour le prêt
- ✓ Conditions de prêt avantageuses par rapport aux prêts commerciaux

Les tendances des outils

- Une stabilisation de l'enveloppe FASEP (20 M€), ciblant principalement les PME et la réalisation de démonstrateurs

- Une enveloppe de prêts en croissance, centrée sur le prêt direct

	2018	2019	2020
Prêt Direct (M€)	**200**	**300**	**400**
Prêt concessionnel	200	200	200

Les instruments d'assistance technique gérés avec l'AFD

Le Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expérience (FEXTE)

Finalités du FEXTE : répondre aux demandes et besoins d'expertise françaises émanant des pays en développement et à revenu intermédiaire, pour contribuer au développement durable de ces pays.

Financer et mobiliser des programmes de coopération technique dans les pays à revenu intermédiaire, valorisant les savoir-faire français.

Champ sectoriel : promotion de la responsabilité sociale et environnementale, changement climatique, énergies renouvelables et efficacité énergétique, préservation de l'environnement et des ressources naturelles, eau et assainissement, développement urbain et réduction des inégalités, etc. Ne sont retenus que les domaines présentant un intérêt particulier pour des opérateurs français.

Co-identification et pilotage: AFD + SE/R

Depuis 2018, tous les pays d'Afrique de l'est et Océan Indien sont éligibles.

Maurice: programme d'assistance technique avec CEB pour le développement de programmes publics de soutien aux énergies renouvelables.

Ouganda: Déploiement d'une maîtrise d'œuvre urbaine pour KCCA (Ateliers de Cergy).

Kenya: appui PFMR, appui KAA, Appui Commuter KRC/Namata.

Les instruments d'assistance technique gérés avec l'AFD

Le Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC)

Le PRCC vise à accompagner les pays en développement dans leur stratégie d'insertion dans les échanges mondiaux.

L'appui au renforcement des capacités commerciales porte à la fois sur la capacité des pays à **mieux assimiler les règles qui régissent les échanges internationaux et sur l'amélioration effective de leurs performances à l'exportation.**

Le dispositif est tourné vers le **développement effectif des exportations à plus forte valeur ajoutée**.

Il se traduit par :

- des prestations d'assistance technique, de formation et de sensibilisation ;
- des études sectorielles ou de faisabilité ;
- le financement de petits matériels ou d'équipements constituant un accompagnement indispensable.

L'identification et le suivi du programme sont réalisés conjointement par les services économiques et les agences de l'AFD.

En Afrique de l'est, plusieurs programmes sont en cours ou à l'étude

- **Kenya** : construction d'une filière de qualité dans le café, dans la région de Muranga, visant à terme la création d'une IG;

- **Ethiopie**: lancement d'un projet d'IG dans la filière café et miel;

- **Ouganda**: Réflexion ouverte sur les filières exportatrices (café, cacao, miel, sésame), en vue de déterminer la filière la plus porteuse pour le déploiement d'un programme.

Orientations pour l'Afrique de l'est et l'océan indien

Mobilisation des instruments financiers d'accompagnement des entreprises françaises dans la région

- Fasep (Innovation verte notamment) et Prêts du Trésor (C et NC), dans le **respect strict des doctrines d'emploi** des instruments.

- **Vigilance renforcée sur les conditions de mise en œuvre des projets** (en application des engagements pris par la France dans la Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique):
  - Priorité donnée aux procédures de mise en concurrence de l'offre française
  - Renforcement de l'exigence de pertinence socio-économique du projet et de son appropriation réelle par le bénéficiaire
  - Examen rigoureux des effets de levier pour l'offre française (acquisition de référence, part française réelle, retombées commerciales).

Articulation et coordination recherchées avec les autres sources de financement bilatérales et multilatérales

- Priorité donnée aux secteurs de concentration de l'AFD, dans une approche de subsidiarité et de complémentarité des instruments: dialogue permanent et construction d'une vision partagée des enjeux.
- Réflexion ouverte sur la mobilisation du FASEP en amont des financements de l'agence (eau, énergie, agriculture).
- Co-financements avec d'autres bailleurs (bilatéraux et multilatéraux) et les banques : allotissement des projets.

Vos contacts en AEOI :

SER de Nairobi :

- Benoit Gauthier (Chef de Service) : benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr
- Joel Hamann (Conseiller Développement Durable) : Joel.HAMANN@dgtresor.gouv.fr
- Vincent Abt (Conseiller Agricole) : vincent.abt@dgtresor.gouv.fr

Services économiques de la zone :

- Rafael Santos (Soudan) : Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr
- Suzanne Prada (Ouganda, Soudan du Sud) : suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr
- Anne-Brigitte Masson (Ethiopie, Erythrée, Djibouti) : anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr
- Philippe Galli (Tanzanie) : Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr
- Frédéric Choblet (Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles) : frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Attachée économique du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères :

- Lina Ben Hamida (Rwanda) : lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Merci de votre attention !

Pour plus d'information :

www.tresor.economie.gouv.fr

©BercyPhoto